



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Tasnime AKBARALY, Geniès BALAZUN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, François RIO, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Attractivité - SCIC Initiatives pour une Économie Solidaire (IéS) - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Initiatives pour une Economie Solidaire (IéS)¹ est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) de capital-risque solidaire sous forme de société anonyme, créée en 1988. Son objet est de créer de l'emploi, en finançant la création ou le développement d'entreprises de la Région Occitanie, qui placent l'utilité sociale et le respect de l'environnement au cœur de leur démarche et qui, d'une manière générale, ont une activité porteuse pour le dynamisme du territoire.

Adhérente aux principes du financement solidaire (labellisé Finansol depuis 2002) et agréée entreprise solidaire depuis 2007, IéS développe un outil d'épargne (la part sociale d'IéS) pour toute personne – personne physique ou morale – qui partage une autre vision de l'économie et souhaite donner du sens à son épargne en finançant des projets à impact sur le territoire. En tant qu'acteur de l'écosystème local, IéS souhaite favoriser la citoyenneté économique et la proximité entre entreprises financées et citoyens épargnants. Sur les 1 038 coopérateurs, 92% sont des personnes physiques qui détiennent 80% des parts sociales. 100 % de l'épargne collectée est utilisée pour le financement des entreprises.

IéS s'adresse à des entreprises de dimension collectives (SA, SARL, SCOP, SCIC, SICA, Associations, EURL...) de tout secteur d'activité, en création ou en développement, qui créent de l'emploi localement et répondent aux critères suivants : lutte contre l'exclusion, solidarité avec la société et l'environnement, solidarité dans l'entreprise, solidarité avec les partenaires économiques.

Son mode d'intervention double :

- Un financement en fonds propres et quasi-fonds propres (participation dans le capital de l'entreprise, apport en compte courant d'associé, titres participatifs, prêts participatifs) sur une durée de 5 à 7 ans ;
- Un accompagnement par des coopérateurs bénévoles, interlocuteurs attentifs et privilégiés du chef d'entreprise, pendant toute la durée du financement.

Un groupe local de coopérateurs assure l'accueil des porteurs de projets, l'animation de la coopérative, l'instruction des dossiers et l'accompagnement des entreprises financées sur leur territoire.

Acteur impliqué dans la politique régionale de développement économique, reconnu services d'intérêt économique général (SIEG), IéS qui s'est historiquement développée sur le territoire Ouest de l'Occitanie (siège à Ramonville) tend à intensifier son activité de plus en plus sur l'Est de l'Occitanie et notamment sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. La structure possède déjà un ancrage sur le territoire (bureau basé à la pépinière Réalis) et travaille en collaboration avec les partenaires locaux de la création d'entreprise (Urscop, France Active, Chambres Consulaires, Agence Ad'Occ, Banques coopératives, etc...). De plus, un poste à Montpellier a été créé en 2020 pour appuyer l'animation, les groupes locaux et le développement de financements de projets à l'Est de la région.

Sur le territoire de la Métropole, la SCIC finance et accompagne actuellement 6 projets représentant 89 emplois. Il s'agit de la Menuiserie Collaborative, Forum TV, Pain et Partage, Hab Fab, Fiers de Lettres et un Goût d'illusion.

La SCIC IéS développe une action qui s'inscrit pleinement avec l'un des enjeux métropolitains, celui de développer une politique économique qui soit en phase avec l'économie locale et les besoins du territoire. La structure apporte un réel soutien en matière de création d'emplois pérennes et en matière d'entrepreneuriat durable et responsable sur le territoire.

Pour mener sa mission, la structure bénéficie d'un financement pour son fonctionnement du Conseil Régional Occitanie, de Toulouse Métropole, de la Communauté d'Agglomération du Sud-est Toulousain et de la Communauté d'Agglomération du Muretain Agglo (Haute-Garonne). De par sa compétence de plein droit en matière d'aides aux organismes qui participent à la création d'entreprise (L.1511-7 du Code général des collectivités territoriales), il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte une subvention pour le fonctionnement d'Initiatives pour une Economie Solidaire à hauteur de 10 000 €. Ce serait la première intercommunalité de l'Est de l'Occitanie à soutenir cette structure. Cette aide permettra de :

¹ La présentation des activités et missions de la structure s'appuie sur des documents techniques transmis par la SCIC IES.

- Renforcer la logique d'ancrage territorial et de proximité avec les entreprises ;
- Promouvoir la finance solidaire sur le territoire et favoriser le lien avec les acteurs socioéconomiques du territoire ;
- Développer le financement de projets socialement responsables.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de 10 000 € à la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) Initiatives pour une Economie Solidaire (IÉS), sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-166948-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention SCIC-IES-projet sept.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.